



Pourquoi le Canada souhaite-t-il un changement de régime au Venezuela?

Par [Urooba Jamal](#)

Mondialisation.ca, 17 mars 2019

[ricochet.media](#) 25 février 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#), [Le Canada](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#)

Vêtu d'une veste de sport cintrée, une main posée sur le cœur et l'autre étreignant la constitution, Juan Guaidó — jusque-là inconnu— s'est autoproclamé président par intérim du Venezuela, fonction actuellement occupée par le représentant démocratiquement élu, Nicolás Maduro. Cela faisait 61 ans, jour pour jour, qu'était tombé le général Marcos Pérez Jiménez, dictateur vénézuélien allié des États-Unis. La différence cette fois? Les États-Unis accusent maintenant Maduro d'être le dictateur et s'empressent de soutenir le prétendu vainqueur.

La veille de cette autoproclamation du 23 janvier 2019, le vice-président étatsunien Mike Pence avait [assuré](#) Guaidó du soutien indéfectible de son gouvernement. Après la reconnaissance immédiate de la Maison-Blanche, plusieurs pays ont rapidement emboîté le pas, dont les gouvernements latino-américains conservateurs de l'Argentine au Paraguay, et le Canada en tête de peloton. L'événement a été parfaitement orchestré. Comme le [rapporte](#) le *Globe and Mail*, deux semaines avant son autoproclamation, la ministre canadienne des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, félicitait Guaidó pour « l'unification des forces d'opposition ».

Aucune surprise de ce côté, puisque depuis le 8 août 2017, le Canada a pris les rênes du Groupe de Lima, une coalition ad hoc comprenant 14 des 33 pays membres de l'Organisation des États Américains (OEA). Ces 14 pays se sont regroupés pour cibler le gouvernement vénézuélien, après avoir [échoué](#) à convaincre les membres de l'OEA. L'élément le moins analysé cependant est l'intérêt particulier du Canada pour les affaires vénézuéliennes. Sa présence ailleurs dans la région, particulièrement dans les activités minières, et son alliance économique avec les pays de droite du Groupe de Lima fournissent cependant quelques pistes.

Voix dissidentes à l'égard du Groupe de Lima

À l'occasion de la rencontre du Groupe de Lima tenue à Ottawa le 4 février dernier, on a annoncé que Guaidó et l'Assemblée nationale contrôlée par l'opposition adhérerait à la coalition. Le Canada a aussi annoncé [une aide supplémentaire](#) aux pays limitrophes du Venezuela, notamment le Brésil, le Pérou et la Colombie. Madame Freeland a invité « tous les pays démocratiques » à appuyer la « transition pacifique » du Venezuela.

Alors que le Canada continue de susciter l'adhésion à sa position à l'échelle mondiale, on sent une lente montée de la contestation au sein du pays. Lors de la dernière rencontre du Groupe de Lima, une cinquantaine de personnes ont manifesté leur désapprobation.

Pendant la conférence de presse de clôture de madame Freeland, deux personnes se sont précipitées à l'avant et ont déroulé une bannière sur laquelle on pouvait lire : « ARRÊTEZ le pillage! SORTEZ du Venezuela! » Établies à Toronto, ces femmes autochtones mapuches du sud du Chili font partie du Comité de coordination des femmes pour un Wallmapu libre.

« Étant donné la censure dont sont victimes les médias alternatifs, il nous semblait important de faire savoir que les Canadien-ne-s ne pensent pas tous la même chose », a déclaré à *Ricochet* Y.A. Montenegro, une des protestataires. Madame Montenegro a expliqué que l'accréditation pour la conférence de presse n'avait pas été accordée à certains médias internationaux, dont *Telesur*, et ce, sans aucune justification.

Quand madame Montenegro et les autres protestataires ont été escortés jusqu'à la sortie, la ministre Freeland a fait remarquer qu'au Canada, les manifestants « jouissaient de la démocratie » à laquelle n'avaient pas droit les contestataires au Venezuela.

« Quelle ironie », s'est exclamée madame Montenegro, « alors que certains groupes médiatiques ont été littéralement censurés ».

Au moment de la rédaction de cet article, l'attaché de presse de la ministre Freeland, Adam Austen, n'avait toujours pas répondu à notre deuxième demande d'entretien.

Suppression du droit de vote

En vertu de la Loi Magnitsky et de la Loi sur les mesures économiques spéciales, le Canada a imposé trois séries de [sanctions](#) à l'encontre du Venezuela, qui ont été [condamnées](#) par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Depuis 2017, le Canada a aussi expulsé le chef de la diplomatie vénézuélienne, saisi la [Cour pénale internationale](#) de la situation au Venezuela et [interdit](#) aux Canadiens vénézuéliens de voter lors des élections vénézuéliennes de mai 2018.

« Je m'apprêtais à aller voter au consulat vénézuélien de Vancouver », nous a confié le militant et écrivain canadien vénézuélien, Nino Pagliccia, précisant qu'il devait également jouer le rôle de témoin aux élections. « Apprendre qu'on nous retirait le droit de voter m'a causé un très grand choc. Voilà un gouvernement qui m'enlève mon droit de vote! »

Pagliccia ajoute que le Canada s'est empressé de déclarer ces élections illégales, avant même qu'elles n'aient lieu.

« J'étais très contrarié, frustré et bouleversé » par les mesures prises par le gouvernement canadien, a-t-il dit rappelant qu'il a participé à presque toutes les élections fédérales, provinciales et municipales au Canada au cours des 35 dernières années.

Des syndicats canadiens et des groupes de la société civile s'opposent à ces mesures

La position du gouvernement s'est heurtée à l'[opposition](#) des syndicats, notamment celle du plus grand syndicat canadien, le SCFP. La réaction du NPD est pour le moins mitigée, alors que des ONG canadiennes, comme *CoDevelopment Canada*, considèrent que les mesures canadiennes contreviennent aux chartes de l'OEA et de l'ONU.

Un ancien expert indépendant des Nations Unies pour la promotion d'un ordre international démocratique et équitable, Alfred de Zayas, s'est rendu au Venezuela en 2018 afin d'évaluer la crise qui prévalait au pays. Selon lui, les sanctions internationales à l'encontre

du Venezuela — y compris celles du Canada — ont aggravé la situation, et il les qualifie de « criminelles », en violation de nombreuses chartes.

« Il s'agit d'une question qui relève de la Cour pénale internationale. Ce genre de comportement ne constitue pas seulement une violation des principes fondamentaux du droit international, il viole également les chartes de l'ONU, de l'OEA (chapitre 4, article 19), de même que le Statut de la Cour pénale internationale, dont l'article 7 définit les « crimes contre l'humanité », a déclaré M. de Zayas par courriel adressé à *Ricochet*. « Le Canada a perdu toute sa crédibilité en tant que pays qui défend la démocratie et les droits de la personne ».

« Dans la mesure où la mortalité maternelle et infantile a connu une augmentation à la suite de l'embargo financier et de l'imposition de sanctions, le Canada est complice de ce fait, et sa responsabilité est à la fois civile et criminelle ».

Le Canada sur la scène internationale

Bien que le Groupe de Lima soit relativement nouveau, le Canada soutient l'opposition au Venezuela depuis au moins deux décennies. Comme le [souligne](#) Yves Engler, commentateur politique et auteur de *Left, Right : Marching to the Beat of Imperial Canada*, Ottawa a versé des millions de dollars aux ONG de l'opposition, comme *Súmate*. Il a également invité au Canada sa dirigeante, Maria Corina Machado, peu de temps après l'échec référendaire d'août 2004 qui visait à évincer le défunt président vénézuélien Hugo Chavez, prédécesseur de Maduro.

Selon Todd Gordon, professeur adjoint du programme 'Droit et société' à l'Université Wilfrid Laurier et auteur de *Blood of Extraction : Canadian Imperialism in Latin America*, toutes ces années de soutien à l'opposition vénézuélienne expliquent le rôle que joue le Canada sur l'arène internationale ainsi que ses intérêts dans l'ensemble de l'Amérique latine.

« L'engagement idéologique du gouvernement canadien à renverser Maduro et promouvoir l'opposition dans le pays découle d'une politique néolibérale et réactionnaire », affirme Gordon à *Ricochet*. « Le Canada est déterminé à affirmer son pouvoir dans les pays plus pauvres afin d'avoir accès à leurs ressources et à leur main-d'œuvre ».

En comparant les États-Unis et le Canada, Gordon relève que « c'est un peu plus compliqué pour les États-Unis de jouer ce rôle [assumé par le Canada], parce qu'ils trainent beaucoup plus de casseroles dans cette région du monde ».

« Le Canada s'enorgueillit d'être non impérialiste et d'être perçu de cette façon dans les médias internationaux », explique-t-il. Il ajoute que son leadership au sein du Groupe de Lima et sa position sur le Venezuela semblent moins « agressives » que celle, équivalente, des représentants étatsuniens, comme John Bolton ou Elliot Abrams, car le gouvernement Trudeau se perçoit comme « centriste ».

Les mesures prises par le Canada au Venezuela préoccupent au moins un chien de garde. La coordonnatrice de *Mining Watch* en Amérique latine, Kirsten Francescone, a confié à *Ricochet* que ces mesures constituent la « préoccupation majeure » de son organisme, car « elles pourraient ouvrir une brèche à l'avantage des sociétés minières canadiennes ».

« Une offensive visant à libéraliser le Venezuela pourrait favoriser l'accès à ses ressources », dit madame Francescone. Elle ajoute que le Venezuela possède les plus

grandes réserves de pétrole au monde, et que ses mines d'or en particulier — l'or étant le principal métal extrait par les entreprises canadiennes en Amérique latine — sont d'intérêt canadien.

Les sociétés minières canadiennes ont déjà engrangé des bénéfices malgré la crise actuelle au Venezuela. En effet, elles ont poursuivi le Venezuela pour avoir nationalisé son secteur minier aurifère. D'après un rapport de *Mining Watch Canada* et de *l'Institute for Policy Studies* publié en février 2019, des sociétés comme Crystallex, Rusoro et Gold Reserves Corp. ont obtenu 2,9 milliards de dollars en dommages-intérêts pour le règlement de différends en matière d'investissement, en vertu du Traité bilatéral d'investissement Venezuela-Canada.

La violence exercée par les sociétés minières canadiennes en Amérique latine

Selon madame Francescone, la présence des sociétés minières canadiennes en Amérique latine explique au moins en partie les alliances et les intérêts du Canada dans cette région. La majorité des sociétés minières du monde ont leur siège social au Canada, alors que 41 % des sociétés minières importantes en Amérique latine sont canadiennes.

Selon un rapport marquant [publié](#) en 2016 par *Justice and Corporate Accountability Project* — une clinique juridique associée à deux facultés de droit canadiennes —, les sociétés minières canadiennes contribuent à la violence et agissent en toute impunité dans la région. Première enquête de ce genre, le rapport a documenté 44 morts, 403 blessés et 709 cas de criminalisation des actions de protestation impliquant 28 sociétés canadiennes dans 13 pays latino-américains, sur une période de 15 ans.

Les sociétés minières canadiennes s'en tirent à bon compte depuis longtemps, explique madame Francescone : « comme il n'y a pas de recours juridique, les entreprises s'en sortent indemnes ». Elle ajoute que « nos propres politiques encouragent nos entreprises à travailler à l'étranger ».

Selon monsieur Gordon, dont le livre explore les déportations violentes dues à l'extractivisme canadien en Amérique latine, les pays dont l'économie est ouverte aux investissements étrangers sont les alliés du Canada. Sans surprise, ces pays comprennent ceux du Groupe de Lima.

Depuis un peu plus d'un an, on observe une frénésie d'élections en Amérique latine, de celle du Honduras en novembre 2017 jusqu'à celle du Brésil en octobre 2018. La réaction du Canada à ces élections, et ses relations générales avec le Honduras et le Brésil — tous les deux membres du Groupe de Lima — offrent deux exemples probants des relations contrastées que le Canada entretient avec le Venezuela, et pourquoi il réclame un changement de gouvernement sous la direction de Guaidó.

Le Canada et le Honduras : du coup d'État aux élections controversées

La dernière élection au Honduras fut entachée de nombreuses allégations d'irrégularités. Dans ce contexte, au moins 23 personnes ont été tuées et des centaines d'autres blessées à la suite de la répression des manifestations par l'État. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a déclaré que la force « excessive » et « létale » utilisée par les forces de sécurité honduriennes « peut s'apparenter à des exécutions extrajudiciaires. »

Le Canada a tardé à publier une [déclaration](#), et quand il l'a fait, elle ne contenait guère de reconnaissance de ces faits, encore moins de condamnation du gouvernement en place ou de la répression violente qui a suivi les élections. La réaction discrète du Canada à cette élection très controversée contraste fortement avec sa [déclaration](#) sur les élections vénézuéliennes, en mai 2018.

La réaction du Canada n'est pas surprenante, compte tenu de l'accueil bienveillant qu'il a réservé au coup d'État militaire de 2009 qui a renversé le président démocratiquement élu, Manuel Zelaya. Le premier ministre de l'époque, Stephen Harper, fut le premier dirigeant étranger à rencontrer le gouvernement issu du coup d'État dirigé par le président Porfirio Pepe Lobo. L'annonce de l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Honduras eut lieu peu de temps après.

Lorsque M. Zelaya fut élu en 2006, il préconisa l'interdiction de l'exploitation minière à ciel ouvert, entreprit la refonte de la législation minière du pays et mit un terme aux nouvelles concessions minières. Le coup d'État s'est produit avant que la nouvelle législation minière ne soit soumise au Congrès.

Les sociétés minières canadiennes, dont Yamana Gold, Breakwater Resources et Goldcorp, ont toutes des investissements dans le pays, et ce, depuis au moins 1998, lorsque le Honduras a accueilli 40 sociétés canadiennes dans le cadre d'un [programme d'aide](#) de 100 millions de dollars offert par le Canada, peu après le passage destructeur de l'ouragan Mitch en Amérique centrale. Depuis lors, l'exploitation minière par des sociétés canadiennes s'est accrue pour atteindre [90 %](#) de tous les investissements étrangers au Honduras. Le rapport du *Justice and Corporate Accountability Project* établit un lien entre des entreprises canadiennes et les violences suivantes : 1 décès, 10 blessures, 15 mandats et revendications juridiques, 85 arrestations, détentions et accusations.

« Le Honduras ne pose aucun problème en Amérique latine », a déclaré M. Gordon. « C'est notre ami et allié parce que la répression qu'il exerce ne menace pas les intérêts économiques canadiens. »

Approfondissement des liens entre le Canada et le Brésil sous Bolsonaro

Au sud du Honduras, les élections dans le plus grand pays d'Amérique latine ont donné le pouvoir à l'extrémiste de droite, Jair Bolsonaro, concrétisant un appui stupéfiant à son sexisme, son racisme et son homophobie bien documentés, et à sa nostalgie des années de dictature au Brésil. Quelques semaines seulement après le début de sa présidence, le Brésil a connu un recul de ses politiques en matière de droits des femmes, de protection de l'environnement, de droits des peuples autochtones et d'autres encore.

Bien que la [déclaration](#) de la ministre Freeland après les élections brésiliennes ait été laconique, elle ne contenait aucune critique et exprimait plutôt l'espoir que les deux pays maintiendraient des « liens bilatéraux solides ».

Cette collaboration était évidente le 23 janvier, jour de la déclaration de Guaidó comme président par intérim, lorsque plusieurs pays du Groupe de Lima ont annoncé leur soutien au leader vénézuélien, lors du Forum économique mondial à Davos, en Suisse. Madame Freeland se tenait aux côtés de M. Bolsonaro, ainsi que du président colombien Iván Duque et de la vice-présidente péruvienne Mercedes Aráoz, alors qu'à tour de rôle ils ont exprimé leur soutien à Guaidó au nom de leur alliance.

Le mois dernier, [rapportait Global News](#), le premier ministre Justin Trudeau a esquivé une question au sujet de son appui à Bolsonaro lors d'une assemblée publique où il défendait les politiques d'Ottawa à l'égard du Venezuela.

L'alliance actuelle du Canada avec le Brésil est précédée par son appui au gouvernement de Michel Temer, le président le plus [impopulaire](#) de l'histoire du Brésil. Il est arrivé au pouvoir en 2016 après la destitution de la présidente Dilma Rousseff, destitution considérée comme un coup d'État par plusieurs au Brésil.

Les relations entre le Canada et le Brésil se sont détériorées sous la présidence de madame Rousseff, lorsque des documents divulgués par le lanceur d'alerte Edward Snowden ont révélé que le Centre de la sécurité des télécommunications Canada avait [espionné](#) le ministère des Mines et de l'Énergie du Brésil. La quarantaine de sociétés minières canadiennes, actives au Brésil, ont alors été soupçonnées.

Selon madame Francescone, le Brésil compte actuellement 70 projets miniers appartenant à des intérêts canadiens, notamment celui de la compagnie minière Belo Sun dont le projet Volta Grande — qui devrait devenir la plus grande mine d'or du Brésil — a suscité la [controverse](#).

« Nous sommes particulièrement préoccupés par [l'élection de] Bolsonaro, parce qu'il préconise une déréglementation qui risque d'ouvrir la porte aux catastrophes environnementales », a déclaré madame Francescone. « Nous sommes préoccupés par les intérêts miniers canadiens... sous Bolsonaro ».

Cette année, le congrès de l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs — le plus important congrès annuel de l'industrie minière canadienne — qui aura lieu à Toronto en mars, [consacrera une journée entière au Brésil](#). Selon madame Francescone, c'est un assez bon indicateur des priorités de l'industrie pour l'année à venir.

Comme Chris Arsenault de CBC l'a clairement indiqué dans son [reportage](#) après l'élection de Bolsonaro, « les pertes de la forêt amazonienne sous Bolsonaro pourraient entraîner des gains importants pour les investisseurs canadiens ».

Un autre « coup d'État de droite » en Amérique latine

Alors que le Canada accumule des appuis à sa position par des moyens diplomatiques, une prise de conscience croissante — tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays — remet en question les véritables motifs du gouvernement libéral. Même si l'histoire du Canada en Amérique latine n'est guère comparable à celle des États-Unis, ses liens économiques, qui durent depuis des décennies, et ses alliances émergentes soulèvent de nouvelles questions.

Du point de vue de monsieur de Zayas, autrefois titulaire de la chaire en droits de la personne Douglas McKay Brown, à l'Université de la Colombie-Britannique, les actions du Canada sont « une honte absolue, une débâcle morale ».

« Je ne comprends pas pourquoi le Canada appuie un autre coup d'État de la droite en Amérique latine et pourquoi il apporte aide et réconfort à M. Trump ».

« La seule façon de sortir de la crise passe par la médiation et le dialogue à l'échelle internationale. C'est ce que préconisent le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, et la représentante du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, Michelle

Bachelet », a-t-il poursuivi. « Ils n'approuvent pas le changement de régime imposé par les États-Unis et une poignée de pays riches ».

Pour monsieur Pagliccia, qui considère le Canada et le Venezuela comme ses deux patries, l'intervention du Canada est tout à fait déplacée.

« C'est une honte de voir le Canada agir ainsi ».

Urooba Jamal

Article original en anglais : Why Canada wants regime change in Venezuela, Ricochet, le 25 février 2019

Traduction par Claire Lapointe; révision : [Échec à la guerre](#)

La source originale de cet article est [ricochet.media](#)

Copyright © [Urooba Jamal](#), [ricochet.media](#), 2019

Articles Par : [Urooba Jamal](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca